

**PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL ACADÉMIQUE
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

**SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU
28 MARS 2024**

Affaire suivie par
Georges LINARÈS

Téléphone
04 90 16 28 09

Courriel
sagi@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE
Campus Hannah Arendt
74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1
Tél. +33 (0)4 90 16 28 09
sagi@univ-avignon.fr
univ-avignon.fr

ORDRE DU JOUR

- 1. Informations générales**
- 2. Approbation des procès-verbaux du Conseil académique en formation plénière :**
 - 2.1 Séance du 25 janvier 2024**
 - 2.2 Séance extraordinaire du 22 février 2024**
- 3. Avis sur la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés à compter de la rentrée 2024-2025**
- 4. Échanges sur les missions confiées aux agents contractuels régis par l'article L954-3-2° du code de l'éducation (LRU)**

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
Président	LINARÈS Georges	X		
VP CFVU	JABAIAN Bassam	X		
Collège A	DUPORT DIT ROUSSEAU Catherine		LACAUX Céline	
	MORAND Pierre-Henri			X
	NOTTIN Stéphane		WALTHER Guillaume	
	RANGER Graham	X		
	ROSSIGNOL Benoît	X		
	VIAN Maryline	X		
Collège B	BOURGEOIS Céline			X
	DE SOUZA Carole		GOURION Daniel	
	GLEIZE-PERROUTY Bérengère	X		
	GOURION Daniel	X		
	VIGNAL Matthieu			X
Collège C	FERRERO Christophe			X
	LEAUTIER Florence	X		
	RAMONE Hervé	X		
	SAPPE Marjorie	X		
Collège Usagers	AGRINIER Laura	X		
	BEN SAID Ismail	X		
	CAPPELEMAN Paola	X		
	COCHONNET Axel	X		
	DURY Alexandre	X		
	FOUNDOLIS Sofia (Sup. CADRIEU Elsa)	X		
	LECOINTRE Agathe (Sup. ANNETTE Chloé)	X		
	LEFERT Clélia	X		
	LOUIS Julien	X		
	PELLAT-FINET Liana	X		
	VOLLE Marius		ANNETTE Chloé	
	ZUCCARO Baptiste	X		
Personnalités Extérieures	BRIARD Florent			X
	ETIENNE Loïc			X
	SAGUET Valérie			X
	SIONNEAU Danielle			X

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
VP CR	MESGOUZ Gaëlle	X		
Collège A	AMO-SANCHEZ Antonia	X		
	CASTELNUOVO Guido		MESGOUZ Gaëlle	
	CULIOLI Gérard			X
	DE PELLEGRINI Francesco	X		
	JOSELIN Didier	X		
	LACAUZ Céline	X		
	LEGENDRE Laurent			X
	PÉPIN Christiane		LACAUZ Céline	
	PRISO-ESSAWE Samuel-Jacques	X		
	TRIQUET Éric	X		
Collège B	WALTHER Guillaume	X		
Collège C	BLIGHT Olivier			X
	DERAMOND Julie	X		
	GARSON Cyrielle	X		
	MAZZIA Christophe	X		
	RUY Stéphane		MESGOUZ Gaëlle	
	SAINTY Jessica	X		
Collège D	QUIDU Pascal		TRIQUET Éric	
Collège E	LAURENT Sandrine			X
	SOMILLE Hugues			X
	VIDAU Victoria	X		
Collège F	MONTELLE Virginie	X		
	ROUABHIA Bariza			X
Collège Usagers	DURET Jarod			X
	LAUMONT Emma			X
	LECOURT Thibault			X
	PIETRI-ORSINI Serena			X
Personnalités Extérieures	BERTIN Nadia			X
	BOUDJAABA Fabrice			X
	MERMET Claire			X
	PEREZ Vivian			X

Membres composant le conseil : 65

Membres présents (35) ou suppléés (8) : 43

Membres absents et non suppléés : 22

Après vérification du quorum, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du Conseil académique plénier. Il est 14h05.

1. Informations générales

- Rencontre avec la DGESIP :

Le Président indique que la semaine dernière, la gouvernance s'est rendue à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et a rencontré Madame Anne-Sophie Barthez, Directrice générale. L'objectif de cette rencontre était de présenter la nouvelle équipe de la gouvernance d'Avignon Université ainsi que sa feuille de route à la DGESIP.

- Mandat unique :

L'établissement a récemment reçu la visite de Madame Marie Gaille, Directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS (INSHS), notamment concernant la politique du MESRI et du CNRS au sujet du mandat unique. En effet, au sein des UMR, un organisme de tutelle serait choisi pour gérer l'ensemble des aspects de contractualisation desdites UMR. Le Président indique que dissocier la discussion sur les partenariats de la contractualisation peut mettre en difficulté l'établissement. Il est important pour Avignon Université de préserver cette capacité à porter ces projets-là et ces partenariats jusqu'à la contractualisation. Avignon Université a un projet scientifique (formation et recherche) singulier qui ne peut se mettre en œuvre que dans le cadre d'une bonne articulation avec les politiques des laboratoires. Il est donc essentiel de discuter avec les directions d'UMR pour bien articuler la politique d'établissement avec les UMR dont Avignon Université a la tutelle. Le mandat unique (délégation de gestion) souhaité par le CNRS dans un souci de simplicité pose des problématiques en termes de propriété intellectuelle, de politique de prélèvements et de reversement de ces prélèvements. De manière indirecte, le mandat unique pose la problématique de comment sont pilotées les UMR.

- Présentation auprès de l'INRAE :

Le Président indique qu'il a présenté l'équipe de la gouvernance et le projet d'établissement au personnel de l'INRAE. Monsieur Frédéric Carlin viendra prochainement à Avignon Université pour présenter l'INRAE, son équipe et ses projets. Le personnel d'Avignon Université sera informé de la date de cette présentation.

- Appel à manifestation d'intérêt sur les Sciences humaines et sociales :

Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur les Sciences humaines et sociales a été lancé via un programme doté de 100 M€. La gouvernance va se rapprocher des laboratoires susceptibles de s'engager dans cet AMI. Il est important pour l'établissement de s'engager dans cet AMI SHS. Le CNRS a manifesté sa volonté de s'engager avec Avignon Université pour la réponse à cet AMI SHS. Ce qui est important, c'est d'identifier les thématiques qui correspondent au texte de l'appel à manifestation d'intérêt et aux axes prioritaires du CNRS.

- Chaire de professeur junior (CPJ) :

Le Président indique que l'établissement a obtenu un contrat de Chaire de professeur junior (CPJ), déposé par le Centre Norbert Elias (CNE) et financé par le MESRI. Il s'agit d'un personnel recruté durant 3 à 5 ans dans le but de déboucher sur un poste de Professeur des universités. Un post-doctorat financé par le CNRS sera ajouté en accompagnement de la CPJ. Le Président ajoute que les syndicats ont obtenu, auprès du MESRI, que pour chaque ouverture de CPJ, l'établissement ouvre également un poste de Professeur des universités. Après discussions lors du CAC et du CA l'année dernière dans le cadre de la campagne d'emplois, Avignon Université a proposé d'ouvrir un poste en repyramidage afin de promouvoir en interne un personnel MCF HDR. Un échange a lieu entre les conseillers et la présidence au sujet des obligations du personnel qui sera recruté, des conditions et de la date du recrutement.

2. Approbation des procès-verbaux du Conseil académique en formation plénière :

2.1 Séance du 25 janvier 2024

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers le procès-verbal de la séance du CAC du 25 janvier 2024.

- **Vote du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

2.2 Séance extraordinaire du 22 février 2024

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers le procès-verbal de la séance extraordinaire du CAC extraordinaire du 22 février 2024.

- **Vote du CAC plénier : favorable à la majorité (1 abstention)**

3. Avis sur la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés à compter de la rentrée 2024-2025

Le Président donne la parole à Madame Sophie Antoine, Vice-présidente déléguée aux relations internationales. Cette dernière présente le contexte et la politique actuelle d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés. Elle rappelle que dans le cadre des droits d'inscription, l'établissement a le droit d'exonérer jusqu'à 10% de ces étudiants. En 2019, le Gouvernement français a mis en place la stratégie « Bienvenue en France » visant à accueillir 500 000 étudiants internationaux. Dans cette même politique, des droits différenciés ont été mis en place, avec des frais d'inscription plus importants pour les étudiants extra-communautaires qui s'inscrivent dans les universités françaises (2 770 € pour une inscription en licence et de 3 770 € pour une inscription en master). Avignon Université a mis en place le plus tardivement possible cette politique de droits différenciés. En septembre 2022, l'établissement a été contraint de mettre en place les droits d'inscription différenciés, avec l'accord d'exonérations sur la base de critères d'excellence académique. Toutefois, la répartition actuelle des places est sous-optimale et les étudiants ainsi que les personnels se retrouvent dans des situations difficiles d'un point de vue humain. Aussi, une nouvelle manière de procéder est proposée aux instances de l'établissement (CAC et CA pléniers) avec une politique de priorisation vers les master, les CMI et les étudiants en licence qui auront réussi l'année précédente. Toutefois, avec cette nouvelle politique, la marge de manœuvre sera moins importante pour les étudiants en licence et les formations n'auront pas la garantie d'obtenir le nombre exact de places qu'elles souhaitent, ce qui était le cas auparavant.

Madame Marjorie Sappe quitte la séance.

Madame Sophie Antoine présente la nouvelle politique, qui, en cas de validation par les instances, sera mise en place à compter du mois de septembre 2024 (annexe transmise aux conseillers) :

1. Une exonération partielle d'office des droits d'inscription différenciés sera accordée à tous les étudiants s'inscrivant dans le parcours CMI dès la licence et dans l'ensemble des formations de master au sein d'Avignon Université,
2. Une exonération partielle d'office des droits d'inscription différenciés sera accordée l'année N+1 à tous les étudiants inscrits à Avignon Université en licence ou en BUT ayant un résultat académique positif (passage dans l'année supérieure) à l'issue de l'année universitaire en cours à Avignon Université,
3. Sur proposition de la commission d'exonération, une exonération partielle des droits d'inscription différenciés peut être accordée, dans la limite des capacités d'exonérations réglementaires :
 - aux étudiants primo-entrants inscrits à Avignon Université, sur critères d'excellence académique. La demande d'admission dans une formation vaut demande d'exonération partielle des droits d'inscription différenciés ;
 - aux étudiants redoublants, à leur demande, au regard de leur situation individuelle,
4. La commission d'exonération est composée de :
 - Vice-Président Commission Formation et Vie Universitaire (VP-CFVU)
 - Vice-Président Relations Internationales (VP-RI)
 - Vice-Président Vie Universitaire (VP-VU)
 - Vice-Président Etudiant (VPE)
 - Enseignants désignés par la composante en fonction des demandes
 - Deux étudiants proposés par le VPE parmi les élus des conseils centraux.

Madame Sophie Antoine indique que cette nouvelle politique permet de répondre à plusieurs arguments de la politique de l'établissement, d'augmenter l'attractivité de l'établissement, de décharger les équipes pédagogiques, d'optimiser la répartition des places et d'atteindre au plus le taux de 10%.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Didier Josselin demande quelle est la part des étudiants concernés par les droits différenciés. Le VP CFVU répond que cette année, une cinquantaine d'étudiants ont payé les droits d'inscription différenciés. Il ajoute que le taux de 10% d'exonération ne concerne pas uniquement les étudiants étrangers mais également des étudiants nationaux tels que ceux qui ont obtenu l'ensemble de leurs places, le système actuel ne permet pas d'accorder des exonérations supplémentaires. Madame Sophie Antoine ajoute que pour cette année, sur l'ensemble des étudiants exonérés, toutes raisons confondues, 291 sont des étudiants étrangers et 12 sont français.

Madame Antonia Amo-Sanchez demande si l'établissement reçoit des demandes de recours gracieux. Le VP CFVU répond qu'en effet, la Présidence reçoit ces demandes, les transmet aux composantes et ces dernières les communiquent aux formations concernées. Les formations qui disposent encore de places peuvent attribuer les recours et pour les formations qui ont attribué l'ensemble de leurs places, le système actuel ne permet pas d'accorder des exonérations supplémentaires. Cela justifie la création d'une commission centralisée dans la nouvelle politique présentée ce jour. En effet, cette commission va pouvoir distribuer de manière optimale l'ensemble des places de l'établissement et non des places par composante ou par formation.

Madame Laura Agrinier indique que l'établissement est confronté à des contraintes réglementaires nationales qui limitent la marge de manœuvre de l'université en matière de frais d'inscription le contraignant à adapter sa politique d'accueil. Les étudiants sont conscients de l'ensemble de ces freins. La stratégie « Bienvenue en France » a amené de nouvelles dispositions réglementaires en 2019 instaurant les droits différenciés pour les étudiants extra-communautaires avec des frais d'inscription de 2 770 € en licence et 3 770 € en master, soit des frais 16 à 17 fois supérieurs à ceux des étudiants

nationaux. Actuellement, à Avignon Université, la situation des étudiants extra-communautaires est critique. Ces derniers font partie des étudiants les plus précaires. L'année dernière, sur les 79 demandes d'aides sociales soumises au Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE), 65 concernaient des étudiants internationaux (dont 61 étaient soumis aux droits différenciés). Il est nécessaire de prendre en compte la situation économique de chacun, indépendamment de son excellence académique. Les étudiants saluent le travail effectué pour tenter de réduire l'impact des frais différenciés via la nouvelle politique présentée ce jour en Conseil académique. Cette nouvelle politique est davantage équitable que la précédente mais cela reste insuffisant. Il est nécessaire de continuer à agir ensemble afin de promouvoir une éducation véritablement inclusive et équitable, au sein de laquelle chaque individu aura la possibilité de réaliser son potentiel et ce, quel que soit son parcours ou son lieu d'origine. Le VP CFVU répond que la gouvernance est parfaitement d'accord avec les éléments énoncés ci-dessus et elle est consciente du fait que la mesure reste injuste. En proposant cette nouvelle politique, l'établissement fait au mieux pour les étudiants et les équipes avec les moyens dont il dispose.

Madame Liana Pellat-Finet fait part des difficultés rencontrées par les étudiants internationaux. Elle indique que lorsque sont célébrées la diversité et l'inclusion au sein des campus, il est essentiel de reconnaître que de nombreux étudiants internationaux font face à des défis uniques et souvent sous-estimés. Ces étudiants rencontrent des obstacles financiers, administratifs et sociaux qui peuvent compromettre leur bien-être et leur réussite académique. L'une des problématiques les plus urgentes pour ces étudiants est la précarité financière. L'épicerie sociale et solidaire « AGORAé » a ouvert ses portes le 2 octobre 2023 et plus de 55% de ses bénéficiaires sont des étudiants internationaux en situation de précarité alimentaire et d'isolement social extrême. Madame Liana Pellat-Finet félicite les équipes pour ce changement de modalités d'exonérations, 3 années après la première politique adoptée. Cette nouvelle politique permettra à un plus grand nombre d'étudiants internationaux de bénéficier d'une exonération. Elle ajoute que, toutefois, se référer au critère de la réussite académique pour l'exonération est une erreur car l'université est un lieu où l'on peut prendre du temps pour se développer, apprendre, évoluer et cela peut parfois passer par l'échec. Elle demande également ce qu'il adviendra des étudiants internationaux non exonérés. Ensemble, il faut trouver des solutions pour faire face à la précarité étudiante et faire en sorte que les campus soient des lieux dans lesquels tous les étudiants peuvent s'épanouir et réaliser leur plein potentiel, indépendamment de leur origine ou de leur statut financier.

Monsieur Julien Louis salue les prises de parole de Mesdames Agrinier et Pellat-Finet qui ont décrit la problématique majeure rencontrée par les étudiants. Il indique qu'au vu de l'importance de ce point de l'ordre du jour, les élus étudiants ne sauront prendre parti sans motiver leur décision. Ces derniers saluent cette initiative qui permettra à nombre d'étudiants extra-communautaires d'aborder plus sereinement leurs études. Toutefois, les étudiants de première année ainsi que les redoublants n'ont pas été considérés. C'est la raison pour laquelle les élus Inter'Asso Avignon et les élus revendiqués de la fédération continueront à porter la position selon laquelle aucun étudiant extra-communautaire ne devrait avoir à avancer des frais d'inscription aussi considérables. Monsieur Julien Louis ajoute ceci : « Nous enjoignons fortement la commission et l'établissement de manière plus générale, à considérer l'option qui est celle de supprimer purement et simplement ces droits différenciés pour tous les étudiants extra-communautaires et ainsi éviter à l'avenir le fait que plus de la moitié des bénéficiaires de l'AGORAé soient des étudiants extra-communautaires ».

Le Président répond qu'il entend le discours exprimé par les étudiants et la difficulté dans laquelle se trouve l'établissement en appliquant une loi avec laquelle on peut ne pas être d'accord. Toutefois, l'université est soumise à la réglementation et se doit de l'appliquer. Le travail effectué par les équipes dans le cadre de la nouvelle politique présentée ce jour consiste à utiliser autant que possible le maximum de marges de manœuvre qui sont à disposition de l'établissement pour limiter l'impact de la politique nationale relative aux droits différenciés et distribuer toutes les possibilités existantes.

Madame Jessica Sainty demande si des solutions peuvent être trouvées pour les étudiants actuels qui ne bénéficient pas d'une exonération et notamment via de potentiels autres dispositifs. Le VP CFVU répond qu'actuellement des demandes d'aides d'étudiants internationaux sont présentées dans les commissions d'aides sociales. Il ajoute que toutefois, la première difficulté rencontrée par les étudiants concernés est le fait qu'ils doivent être inscrits au sein de l'établissement pour pouvoir bénéficier d'aides sociales.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés à compter de la rentrée 2024-2025.

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à la majorité (8 abstentions)**

4. Échanges sur les missions confiées aux agents contractuels régis par l'article L954-3-2° du code de l'éducation (LRU)

Le Président donne la parole au VP CA. Ce dernier rappelle qu'en 2023, en termes de budget, l'établissement a eu un résultat positif de 600 K€ et un déficit budgétaire d'1,6 M€. Cela a été rendu possible par un versement exceptionnel de 1,5 M€ au titre de la subvention pour charges de service public (SCSP) au mois de décembre 2023 et 600 K€ de dotation fléchée pour la rénovation énergétique du bâtiment du 58° RI. Ce contexte ainsi que celui des économies budgétaires demandées aux administrations (50 Md€ en 3 ans) auront un impact sur la campagne d'emplois de l'établissement. La question posée est de savoir comment, malgré ces contextes, Avignon Université peut dégager des marges de manœuvre pour aider les équipes qui se trouvent dans les situations les plus délicates. Le VP CA rappelle que les postes non statutaires utilisés au sein de l'établissement sont les enseignants-chercheurs associés PAST-MAST dont le coût est assez élevé pour

l'université et dont la dimension « recherche » a rarement, voire jamais véritablement été assurée. Le deuxième dispositif le plus utilisé est celui des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) et pour ces derniers, la dimension « recherche » est également rarement assurée. Il reste alors le cas des agents contractuels régis par l'article L954-3-2° du code de l'éducation (LRU), qui, historiquement à Avignon Université, ont été utilisés dans leur version « enseignant » (384h d'enseignement TD ou TP). Cette année, la gouvernance souhaite proposer aux équipes d'utiliser des postes LRU « enseignant-chercheur » avec 192 heures d'enseignement TD ou TP et 803,50 heures de recherche. Le but de la démarche est de pouvoir apporter des solutions qui donneraient de la stabilité aux équipes en difficulté et une capacité d'attraction de ces postes plus importante que pour les postes LRU « enseignant ». Le VP CA précise que la réglementation en vigueur permet d'ores et déjà l'utilisation de postes LRU « enseignant-chercheur » mais historiquement, Avignon Université avait fait le choix d'utiliser uniquement les postes LRU « enseignant ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Madame Antonia Amo-Sanchez demande des précisions concernant le fait que les ATER ne seraient pas producteurs de recherche. Elle ajoute qu'en principe, les ATER sont là pour appuyer la recherche au sein de l'équipe. Le VP CA répond qu'en effet, en principe, les ATER devraient être producteurs de recherche. Toutefois, dans la pratique, de nombreux ATER ne peuvent s'impliquer mécaniquement dans les programmes de recherche du laboratoire car leur temps est pris par la fin de leur thèse ou bien ils sont déjà docteurs et recherchent des postes plus pérennes. Il ajoute que dans la pratique, un ATER devrait être impliqué dans la recherche à hauteur de 50% de son activité. Le Président indique que bien que les ATER fassent de la recherche, ils ne s'impliquent pas dans la recherche qui est faite dans le laboratoire car ils exercent dans le cadre de contrats précaires qui ne les incitent pas à investir les projets de recherche du laboratoire.

Madame Céline Lacaux demande si, dans la fiche de poste, il serait possible de rester ouvert afin que ce soit le candidat retenu qui choisisse s'il veut faire de la recherche ou non et ce, afin d'élargir le vivier potentiel de candidats. Le Président répond qu'il s'agit effectivement d'une idée intéressante. Toutefois, cela peut être difficile à mettre en œuvre car le périmètre est différent sur le comité de sélection. Le VP CFVU répond que la différence entre un poste LRU « enseignant » et un poste LRU « enseignant-chercheur » est le profil « recherche » dans la fiche de poste. S'il s'agit d'un LRU « enseignant » qui est recherché, le profil « recherche » ne sera pas rédigé et l'implication du laboratoire dans la constitution du comité sera moins importante que s'il s'agissait d'un poste LRU « enseignant-chercheur ».

Monsieur Didier Josselin s'interroge sur les financements des postes LRU. Le Président répond que ces derniers sont financés par l'établissement au titre de la campagne d'emplois.

Madame Cyrielle Garson indique que l'une des modalités de recrutement qui est sous utilisée est la capacité de recruter un enseignant-chercheur étranger sur un poste d'ATER pour 4 ans. Elle ajoute qu'au niveau de la promotion de la campagne d'emplois des ATER, cette modalité de recrutement manque de visibilité. Le Président et le VP CFVU répondent qu'avec cette modalité de recrutement, la stabilité n'est pas garantie pour le candidat car il s'agit d'un contrat annuel renouvelable.

Madame Céline Lacaux indique qu'en principe, pour les postes LRU, il est souhaité que le personnel recruté s'engage sur du long terme. Elle ajoute qu'il ne faudrait pas recruter un poste LRU sur 1 an si l'objectif est d'avoir un personnel qui va rester plusieurs années pour s'investir dans la formation et la recherche à Avignon Université. Cela dépendra des candidats au sein du laboratoire. Le Président répond qu'il ne faut pas confondre l'outil, l'usage et le type de demandes qui seront formulés par les laboratoires. Si un laboratoire souhaite limiter le recrutement à 1 an, c'est possible. Le LRU est un outil adaptable en fonction des besoins spécifiques des formations, des laboratoires et des composantes.

Monsieur Guillaume Walther indique que pour ces postes de LRU « enseignant-chercheur », il faudra être vigilant sur le nombre d'heures maximum qui pourraient éventuellement être données aux personnels concernés (éviter les heures complémentaires). Avec un salaire assez faible et un manque de perspectives d'évolution qui peut impacter la motivation du personnel recruté, Monsieur Walther demande si le salaire de ce personnel pourra évoluer dans le cadre d'un contrat de 3, 4 ou 5 ans. Le Président répond que la difficulté dans ce type de démarche est de déterminer le niveau à partir duquel l'établissement est attractif et des personnels LRU seraient davantage rémunérés que d'autres. Une des pistes de réflexion serait une progression de la rémunération au fil des années, dans les cas de contrats pluriannuels et de mettre en adéquation le niveau d'attractivité de l'établissement et le niveau de rémunération des personnels. Selon la période de leur recrutement, certains personnels LRU pourraient être mieux rémunérés que d'autres.

Madame Julie Deramond fait part de son expérience en tant qu'ancienne ATER.

Bien que ce point d'échanges ne nécessite pas de vote car le dispositif est d'ores et déjà prévu par la réglementation, le Président demande si des membres du Conseil académique sont opposés à l'utilisation des postes LRU « enseignant-chercheur » au sein de l'université. Aucun membre du Conseil académique ne se manifeste contre la proposition de la gouvernance.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h00.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS